

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 4 FÉVRIER 1920.

Proposition de loi

consacrant la reconnaissance nationale envers les héros de la grande guerre.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

Le pays est unanime à proclamer sa reconnaissance envers ceux dont la vaillance a sauvé son indépendance politique, ou dont la patriotique attitude en Belgique occupée a fait l'admiration des citoyens.

Soldats, déportés et prisonniers politiques ont bien mérité de la Patrie.

Jusqu'à ce jour, cependant, à part quelques modestes indemnités, la reconnaissance nationale s'est manifestée d'une manière trop platonique.

Nos héros militaires ou civils, du fait de leur noble sacrifice, ont éprouvé des dommages matériels considérables : arrachés à leur foyer, ils n'ont pu soutenir leur famille par leur travail, et bientôt la misère étreignit leur femme et leurs enfants. Ceux-ci durent, pour vivre, recourir à l'emprunt ou vendre les quelques meubles qui ornaient la maison familiale. Le foyer de nos soldats doit donc être reconstitué sans retard. Le pays se doit de restituer aux démobilisés et aux déportés les salaires dont ils ont été privés par le fait de leur présence à l'armée ou de leur captivité.

* * *

D'autre part, il serait profondément immoral de voir l'État, les provinces, les communes, continuer à réclamer aux héros de la guerre le montant de leurs contributions arriérées. Les sacrifices consentis par les intéressés sont assez lourds pour qu'il ne faille point y ajouter une charge matérielle supplémentaire.

* * *

Il serait désirable, en outre, de voir la collectivité se substituer aux bénéficiaires de la présente loi pour le paiement des loyers, ou intérêts généralement quelconques afférents au temps de guerre.

Les sacrifices consentis par nos soldats profitèrent à toute la collectivité; celle-ci leur doit d'intervenir dans le règlement d'un passif issu de leur absence.

Cependant, l'État ne peut se désintéresser complètement des créanciers modestes qu'une exonération pure et simple pourrait mettre dans une gêne profonde. Les tribunaux des dommages de guerre interviendront donc pour indemniser les personnes lésées par l'application de la présente loi, mais en tenant souverainement compte de leur situation de fortune et de leurs besoins.

*
* * *

Enfin, le fait d'avoir été retenu loin de leurs affaires constitue un cas de force majeure qui doit garantir les intéressés contre toutes clauses prévues pour des cas de non-exécution des conventions. La loi proposée y pourvoira. en même temps qu'elle prorogera certains contrats.

WILLIAM VAN REMOORTEL.

PROPOSITION DE LOI

consacrant la reconnaissance nationale envers les héros de la grande guerre.

TITRE I. — Exonération des loyers.

ARTICLE PREMIER.

Sont exonérés, dans les limites ci-après, de leurs loyers relatifs à la période comprise entre le 1^{er} août 1914 et le 30 juin 1919, les citoyens belges présents sous les drapeaux pendant toute ou partie de cette période. L'exonération sera calculée d'après le temps passé sous les armes dans un grade inférieur à celui d'officier.

Les civils déportés ou emprisonnés par l'ennemi pendant une période supérieure à trois mois pour des motifs patriotiques bénéficieront, sur leur demande, de la même exonération, proportionnellement au temps de leur absence forcée.

ART. 2.

Toutes sommes déjà versées aux propriétaires, soit volontairement, soit en vertu d'une exécution judiciaire, sont restituées aux locataires par l'État, à l'intervention des tribunaux des dommages de guerre, toutes autres affaires cessantes.

WETSVOORSTEL

tot betooning van 's Lands dankbaarheid jegens de helden van den Grooten Oorlog.

TITEL I. — Ontlasting van huishuur.

EERSTE ARTIKEL.

Ontlasting hunner huishuur voor het tijdperk begrepen tusschen 1 Augustus 1914 en 30 Juni 1919 wordt, binnen de hierna bepaalde grenzen, verleend aan de Belgische ingezetenen, die gedurende geheel dit tijdperk of een gedeelte daarvan in het leger hebben gediend. De ontlasting wordt bepaald in verhouding tot den tijd dien zij, met een lageren graad dan dien van officier, in het leger hebben doorgebracht.

Voor de burgers, door den vijand gedurende meer dan drie maanden weggevoerd of gevangengezet wegens vaderlandsehe handelingen, geldt, op hun verzoek, dezelfde ontlasting naar evenredigheid van den duur hunner gedwongen afwezigheid.

ART. 2.

Al de sommen, aan de eigenaars reeds betaald hetzij vrijwillig, hetzij krachtens eene gerechtelijke uitwinning, worden door den Staat aan de huurders terugbetaald bij beslissing van de Rechtbanken voor Oorlogsschade, alle andere zaken opgeschorst.

ART. 3.

Les propriétaires privés d'une partie de leurs revenus par le fait de la présente loi sont indemnisés intégralement ou partiellement par l'État, les tribunaux des dommages de guerre statuant à cet égard en tenant compte de la situation de fortune des réclamants.

ART. 4.

Sont également considérés comme présents sous les drapeaux, pour l'application de la présente loi, les militaires internés ou prisonniers de guerre, ainsi que les militaires licenciés par réforme ou mis en congé, qui n'ont pu rejoindre la Belgique avant la libération du territoire.

ART. 5.

Le bénéfice de l'exonération profite aux conjoints descendants, ascendants, frères et sœurs du militaire ou du civil décédé à l'armée, en exil, en prison ou en déportation, si le défunt était leur soutien et cohabitait avec eux avant sa mobilisation, son engagement volontaire, son emprisonnement ou sa déportation. Dans ce cas, le bénéfice de la loi sera acquis depuis la date du décès jusqu'au 30 juin 1919.

ART. 6.

Toutes lois antérieures sont abrogées dans leurs dispositions contraires à celles de la présente, ainsi que dans les effets desdites dispositions.

ART. 3.

De eigenaars, aan wie een deel hunner inkomsten ten gevolge van deze wet ontvalt, worden door den Staat geheel of gedeeltelijk schade-loosgesteld; hieromtrent doen de Rechtbanken voor Oorlogsschade uitspraak met inachtneming van de gesteldheid van het vermogen der eischers.

ART. 4.

De militairen, geïnterneerd of oorlogsgevangenen, alsmede de militairen, afgedankt wegens reform of met verlof naar huis gezonden, die niet vóór de bevrijding van het grondgebied in België konden terugkeeren, worden, met het oog op de toepassing dezer wet, ook aangezien als in dienst zijnde.

ART. 5.

De ontlasting geldt voor de echtgenooten, afstammelingen, ouders, broeders en zusters van den militair of van den burger die is overleden in dienst, in ballingschap, in de gevangenis of terwijl hij was weggevoerd, indien de overledene hun kostwinner was en bij hen inwoonde vóór zijne mobilisatie, zijne vrijwillige dienstneming, zijne gevangenzetting of zijne wegvoering. In dit geval hebben zij aanspraak op het voordeel der wet vanaf den dag van het overlijden tot 30 Juni 1919.

ART. 6.

De bepalingen van al de vroegere wetten, welke in strijd zijn met het bepaalde in deze wet, alsmede de gevolgen van gezegde bepalingen worden ingetrokken.

TITRE II. — Exonération d'impôts.**ART. 7.**

Les bénéficiaires des articles précédents sont exonérés de tous impôts généraux, provinciaux ou communaux relatifs au temps de guerre, et ce proportionnellement aux périodes indiquées au titre premier.

ART. 8.

Tous droits de succession à charge des veuves, descendants ou ascendants des citoyens décédés comme dit à l'article 5, sont remis ou restitués pour autant que le *de cujus* n'ait délaissé que des biens dont la valeur ne dépasse pas cinquante mille francs.

**TITRE III. — Prorogation
des contrats hypothécaires et autres.
Exonérations d'intérêts.**

ART. 9.

Sont prorogés jusqu'au 31 décembre 1924, tous contrats de prêts hypothécaires déjà échus ou à échoir avant cette date, souscrits par des débiteurs ayant porté les armes au cours de la guerre. Il ne sera pas préjudicié aux remboursements de capitaux qui auraient eu lieu, amiablement ou non, antérieurement à la présente loi.

ART. 10.

Tous intérêts hypothécaires dus par des anciens militaires pour les périodes indiquées au titre premier

**TITEL II. — Ontheffing van
belasting.**

ART. 7.

Ontheffing van alle algemeene, provinciale of gemeentelijke belastingen voor den oorlogstijd wordt verleend, naar evenredigheid van de in Titel I vermelde tijdperken, aan hen, op wie de voorgaande artikelen van toepassing zijn.

ART. 8.

Alle successierechten, te betalen door de weduwen, de afstammelingen of de ouders der ingezetenen die zijn overleden zooals bij artikel 5 is bepaald, worden kwijgescholden of terugbetaald, indien de erf-later slechts goederen heeft nagelaten, waarvan de waarde niet vijftig duizend frank overschrijdt.

**TITEL III. — Verlenging
van hypothecaire en andere
overeenkomsten.
Ontlasting van interesten.**

ART. 9.

Worden tot 31 December 1924 verlengd alle overeenkomsten van hypothecaire leeningen, reeds vervallen of vóór dien datum te vervallen, welke werden aangegaan door schuldenaars die gedurende den oorlog in dienst waren. De terugbetalingen van kapitalen, die, al of niet in der minne, vóór deze wet mochten gedaan zijn, worden onverlet gelaten.

ART. 10.

Alle hypothecaire interesten, door gewezen militairen verschuldigd voor de in titel I vermelde tijd-

seront assumés par l'État, à la décharge absolue des débiteurs, pour autant que ceux-ci habitassent eux-mêmes l'immeuble hypothéqué. Les tribunaux des dommages de guerre statueront sur la créance, qu'ils pourront réduire ou annuler d'après la situation de fortune du créancier. Ils ne tiendront aucun compte des clauses de majoration prévues éventuellement pour les cas de retard dans les paiements. Les clauses d'exigibilité immédiate des contrats hypothécaires souscrits par d'anciens soldats de la grande guerre seront réputées non avenues. Le débiteur qui se serait exécuté en tout ou en partie quant aux intérêts visés au présent article, sera remboursé par l'État, à l'intervention des tribunaux des dommages de guerre. Ceux-ci décideront si le créancier, vu sa situation de fortune, ne doit pas restituer à l'État les sommes perçues.

ART. 11.

Si l'ancien militaire le demande dans les six mois à dater de la promulgation de la présente loi, le juge déclarera prorogés jusqu'au 31 décembre 1924 tous contrats d'assurance mixte ou d'épargne souscrits par des militaires ayant servi pendant la guerre. Les primes ou versements échus entre le 1^{er} août 1914 et le 30 juin 1919 et non encore payés, seront exigibles seulement cinq années révolues après la date d'échéance contractuelle. Les

perken, worden door den Staat betaald tot volle ontlasting van de schuldenaars, indien dezen het gehypothekeerd vast goed zelf bewoonden. De Rechtbanken voor Oorlogsschade doen uitspraak over de schuldvordering; zij kunnen deze verminderen of opheffen naar de gesteldheid van het vermogen van den schuldeischer. De mogelijke bedingen van verhooging voor de gevallen van vertraagde betaling worden door haar niet in aanmerking genomen. De bedingen van onmiddellijke invorderbaarheid der hypothecaire overeenkomsten, aangegaan door gewezen soldaten van den grooten oorlog, worden als niet bestaande gehouden. De schuldenaar, die de bij dit artikel bedoelde interesten geheel of gedeeltelijk mocht voldaan hebben, heeft aanspraak op de terugbetaling daarvan door den Staat bij beslissing van de Rechtbanken voor Oorlogsschade. Dezen beslissen of de schuldeischer, wegens de gesteldheid van zijn vermogen, verplicht is de opgetrokken sommen aan den Staat terug te betalen.

ART. 11.

Indien de gewezen militair zulks aanvraagt binnen zes maanden na de afkondiging van deze wet, beslist de rechter dat alle contracten van gemengde verzekering of alle spaarcontracten, aangegaan door militairen die gedurende den oorlog hebben gediend, tot 31 December 1924 verlengd worden. De tusschen 1 Augustus 1914 en 30 Juni 1919 vervallen en nog niet betaalde premien of stortingen zijn slechts invorderbaar vijf volle jaren na den

payements ou versements déjà faits resteront acquis et seront considérés comme anticipatifs.

Toutes clauses de déchéance inscrites dans les dits contrats sont réputées nulles et non avenues, sans que l'intéressé ait à en faire la demande en justice.

TITRE IV. — Intérêts moratoires.

ART. 12.

Les militaires ayant servi pendant la guerre sont exonérés de tous intérêts moratoires (judiciaires, légaux ou conventionnels), en matière civile et commerciale.

Les créanciers lésés par le présent article seront indemnisés de tout ou partie de leur perte par l'État, à l'intervention des tribunaux des dommages de guerre, si ceux-ci estiment y avoir lieu, eu égard à la situation de fortune des réclamants.

TITRE V. — Litiges.

ART. 13.

Sans préjudice à la compétence des tribunaux de commerce, ni à ce qui a été dit dans la présente loi quant à la nouvelle mission des tribunaux des dommages de guerre, les juges de paix connaissent, en premier ressort, et en dernier ressort jusqu'à la valeur de 2,500 fr., de toutes les actions intentées en vertu de la présente loi.

bij overeenkomst bepaalden vervaldag. De reeds gedane betalingen of stortingen blijven verworven en gelden als vooruitbetaling.

Alle bedingen van vervallenverklaring, in gezegde contracten opgenomen, worden als nietig en niet bestaande gehouden, zonder dat de belanghebbende verplicht zij zulks bij de rechtbanken aan te vragen.

TITEL IV. — Interesten wegens vertraagde betaling.

ART. 12.

Ontlasting van alle interesten wegens vertraagde betaling (bepaald door de rechtbanken, door de wet of door overeenkomsten) in burgerlijke of handelszaken wordt verleend aan de militairen, die gedurende den oorlog hebben gediend.

De schuldeischers, die ten gevolge van dit artikel eenig verlies ondergaan, worden uit dien hoofde geheel of gedeeltelijk schadeloosgesteld door den Staat bij beslissing van de Rechtbanken voor Oorlogsschade, indien dezen oordeelen dat er grond voor is wegens de gesteldheid van het vermogen der eischers.

TITEL V. — Geschillen.

ART. 13.

Onverminderd de bevoegdheid van de handelsrechtbanken en het bepaalde in deze wet betreffende de nieuwe opdracht der Rechtbanken voor Oorlogsschade, nemen de vrederechters in eersten aanleg, en tot een bedrag van 2,500 frank in hoogsten aanleg, kennis van al de krachtens deze wet ingestelde rechtsvorderingen.

L'appel est porté devant le juge institué par l'article 16 de la loi du 30 avril 1919, paragraphe 3.

ART. 14.

Les preuves à fournir pour l'application de la présente loi seront administrées par toutes voies de droit, témoins compris.

ART. 15.

Toutes clauses et stipulations contraires à la présente loi sont réputées non avenues.

TITRE VI. — L'indemnité du soldat.

ART. 16.

Les militaires ayant servi pendant la guerre ont droit à une indemnité de fr. 5.50 par journée de présence sous les drapeaux, dans un grade inférieur à celui d'officier.

Cette indemnité est réglée de la façon suivante : mille francs immédiatement, ou l'intégralité, si le dû est inférieur à cette somme; le solde étant divisé en deux portions égales. La première de ces portions sera liquidée à raison de cinq cents francs par semestre échu, le dernier versement seul pouvant être, le cas échéant, inférieur à cette somme.

La seconde, non productive d'intérêts, sera payée lorsque le bénéficiaire atteindra sa cinquantième année. En cas de décès avant cet âge, elle serait immédiatement versée à la veuve, aux descendants ou ascendants, aux frères et sœurs

Het beroep wordt aangebracht voor den rechter, aangesteld krachtens artikel 16, paragraaf 3, der wet van 30 April 1919.

ART. 14.

De ter uitvoering van deze wet te leveren bewijzen worden door alle rechtsmiddelen, ook door getuigen, bijgebracht.

ART. 15.

De met deze wet strijdige bedingen en bepalingen worden als niet bestaande gehouden.

TITEL. — Vergoeding ten bate van den soldaat.

ART. 16.

De militairen, die gedurende den oorlog hebben gediend, hebben recht op eene vergoeding van fr. 5.50 voor elken dag dat zij, met een lageren graad dan dien van officier, in dienst waren.

Deze vergoeding wordt uitbetaald op de volgende wijze : duizend frank dadelijk, ofwel de volle verschuldigde som, indien deze minder dan duizend frank bedraagt; het overige wordt verdeeld in twee gelijke deelen. Het eerste deel wordt uitgekeerd op den voet van vijfhonderd frank per vervallen semester; alleen de laatste betaling mag, bij voorkomend geval, minder bedragen.

Het tweede, niet rentegevende deel wordt uitbetaald, wanneer de rechthebbende den leeftijd van vijftig jaar bereikt. Bij overlijden vóór dezen leeftijd dient het dadelijk te worden uitgekeerd aan de weduwe, de afstammelingen of ouders,

mineurs restés à charge du défunt, à l'exclusion de tous les autres héritiers.

ART. 17.

L'indemnité du soldat est cumulée avec toutes les autres pensions, rentes ou dotations quelconques. Seront cependant considérées comme ayant été payées à valoir sur le total de l'indemnité du soldat, les indemnités ci-après :

- a) La dotation de 300 francs (loi du 1^{er} juin 1919);
- b) L'indemnité pour achat de vêtements civils lors de la démobilisation;
- c) L'indemnité de démobilisation;
- d) L'indemnité de 25 francs par année de guerre;
- e) Éventuellement, les indemnités de secours qui seraient versés en vue de la reconstitution du foyer.

ART. 18.

L'indemnité du soldat est incessible et insaisissable, sauf pour aliments.

aan de minderjarige broeders en zusters, voor welke de overledene te zorgen had, met uitsluiting van alle andere erfgenamen.

ART. 17.

De vergoeding ten bate van den soldaat wordt gevoegd bij alle andere hoe ook genaamde pensioenen, renten of begiftigingen. Worden echter aangezien als zijnde betaald in mindering van het geheel bedrag der vergoeding ten bate van den soldaat, de hierna gemelde vergoedingen :

- a) De begiftiging van driehonderd frank (wet van 1 Juni 1919);
- b) De vergoeding tot aankoop van burgerkleedij bij de demobilisatie;
- c) De vergoeding wegens demobilisatie;
- d) De vergoeding van 25 frank voor elk oorlogsjaar;
- e) Bij voorkomend geval, de vergoedingen of onderstandsgelden, die tot herstelling van de woonstede mochten verleend worden.

ART. 18.

De vergoeding ten bate van den soldaat is onvervreemdbaar en onafstaanbaar, tenzij wegens onderhoudskosten.

William VAN REMOORTEL,
J. SICCARD,
M. VANDEN KERCKHOVE.



(VIII)

(1)
(N^r 81.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 4 FEBRUARI 1920.

Wetsvoorstel

tot betooning van 's Lands dankbaarheid jegens de helden van den Grooten Oorlog.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Eenparig betuigt het Land zijne dankbaarheid jegens hen die door hunne dapperheid zijne politieke onafhankelijkheid hebben gevrijwaard of die door hun vaderlandsche houding in bezet België de bewondering der burgers hebben afgedwongen.

Soldaten, weggevoerden en politieke gevangenen, zij allen hebben zich verdienstelijk gemaakt voor het Vaderland.

Behalve enkele geringe tegemoetkomingen heeft echter, tot nu toe, 's Lands erkentelijkheid zich slechts op een al te platonische wijze doen blijken.

Wegens hunne edelmoedige opoffering hebben onze helden — militairen of burgers — aanzienlijke stoffelijke schade geleden : van hunnen haard weggerukt, konden zij hun gezin door hun arbeid niet meer steunen en weldra waren hunne vrouw en kinderen in de ellende gedompeld. Om te leven, moesten dezen geld ontleenen ofwel de enkele meubeltjes verkoopen, welke de familiewoning versierden. Het is dus noodig den haard onzer soldaten onverwijld te herstellen. Het Land heeft ten plicht, aan de gedemobiliseerden en aan de weggevoerden de loonen terug te betalen, waarvan zij beroofd werden wegens hunnen dienst in het leger of hun gevangenhouding.

* * *

Anderzijds zou het zeer verontzadelijkend werken, indien Staat, Provinciën en Gemeenten mochten voortgaan de helden van den oorlog te pramen voor hunne achterstallige belastingen. De opofferingen, welke de betrokkenen hebben gedaan, waren zwaar genoeg opdat men nalate er nog een nieuwen stoffelijken last bij te voegen.

* * *

Daarenboven ware het wenschelijk dat de gemeenschap zich in de plaats van hen, die het voordeel dezer wet moeten genieten, stellen zou om de huishuren of alle hoe ook genaamde interessen, die op het oorlogstijdperk betrekking hebben, te betalen.

De officers, door onze soldaten gebracht, zullen aan gansch de gemeenschap ten goede komen; deze is tegenover hen gehouden tusschenbeide te komen in de aanzuivering van een passief dat wegens hunne afwezigheid is ontstaan.

De Staat mag zich echter niet geheel en al onverschillig toonen jegens de nederige schuldeischers, die, door eene zuivere en eenvoudige ontheffing, in een zeer bekrompen toestand zouden komen te verkeerren. De Rechtbanken voor Oorlogsschade zullen dus tusschenbeide komen om de personen schadeloos te stellen, die door de toepassing van deze wet benadeeld worden, doch met inachtneming van hunne inkomsten en van hunne behoeften.

* * *

Eindelijk, het feit dat men verre van zijne zaken werd verwijderd gehouden, is een geval van overmacht, dat de belanghebbenden moet vrijwaren tegen al de bedingen welke voorzien zijn voor de gevallen van niet-naleving der overeenkomsten. De voorgestelde wet zal daarin voorzien, terwijl zij tevens sommige overeenkomsten zal verlengen.

WILLIAM VAN REMOORTEL.

PROPOSITION DE LOI

consacrant la reconnaissance nationale envers les héros de la grande guerre.

TITRE I. — Exonération des loyers.

ARTICLE PREMIER.

Sont exonérés, dans les limites ci-après, de leurs loyers relatifs à la période comprise entre le 1^{er} août 1914 et le 30 juin 1919, les citoyens belges présents sous les drapeaux pendant toute ou partie de cette période. L'exonération sera calculée d'après le temps passé sous les armes dans un grade inférieur à celui d'officier.

Les civils déportés ou emprisonnés par l'ennemi pendant une période supérieure à trois mois pour des motifs patriotiques bénéficieront, sur leur demande, de la même exonération, proportionnellement au temps de leur absence forcée.

ART. 2.

Toutes sommes déjà versées aux propriétaires, soit volontairement, soit en vertu d'une exécution judiciaire, sont restituées aux locataires par l'État, à l'intervention des tribunaux des dommages de guerre, toutes autres affaires cessantes.

WETSVOORSTEL

tot belooning van 's Lands dankbaarheid jegens de helden van den Grooten Oorlog.

TITEL I. — Ontlasting van huishuur.

EERSTE ARTIKEL.

Ontlasting hunner huishuur voor het tijdperk begrepen tusschen 1 Augustus 1914 en 30 Juni 1919 wordt, binnen de hierna bepaalde grenzen, verleend aan de Belgische ingezetenen, die gedurende geheel dit tijdperk of een gedeelte daarvan in het leger hebben gediend. De ontlasting wordt bepaald in verhouding tot den tijd dien zij, met een lageren graad dan dien van officier, in het leger hebben doorgebracht.

Voor de burgers, door den vijand gedurende meer dan drie maanden weggevoerd of gevangengezet wegens vaderlandsche handelingen, geldt, op hun verzoek, dezelfde ontlasting naar evenredigheid van den duur hunner gedwongen afwezigheid.

ART. 2.

Al de sommen, aan de eigenaars reeds betaald hetzij vrijwillig, hetzij krachtens eene gerechtelijke uitwinning, worden door den Staat aan de huurders terugbetaald bij beslissing van de Rechtbanken voor Oorlogsschade, alle andere zaken opgeschorst.

ART. 3.

Les propriétaires privés d'une partie de leurs revenus par le fait de la présente loi sont indemnisés intégralement ou partiellement par l'État, les tribunaux des dommages de guerre statuant à cet égard en tenant compte de la situation de fortune des réclamants.

ART. 4.

Sont également considérés comme présents sous les drapeaux, pour l'application de la présente loi, les militaires internés ou prisonniers de guerre, ainsi que les militaires licenciés par réforme ou mis en congé, qui n'ont pu rejoindre la Belgique avant la libération du territoire.

ART. 5.

Le bénéfice de l'exonération profite aux conjoints descendants, ascendants, frères et sœurs du militaire ou du civil décédé à l'armée, en exil, en prison ou en déportation, si le défunt était leur soutien et cohabitait avec eux avant sa mobilisation, son engagement volontaire, son emprisonnement ou sa déportation. Dans ce cas, le bénéfice de la loi sera acquis depuis la date du décès jusqu'au 30 juin 1919.

ART. 6.

Toutes lois antérieures sont abrogées dans leurs dispositions contraires à celles de la présente, ainsi que dans les effets desdites dispositions.

ART. 3.

De eigenaars, aan wie een deel hunner inkomsten ten gevolge van deze wet ontvalt, worden door den Staat geheel of gedeeltelijk schade-loosgesteld; hieromtrent doen de Rechtbanken voor Oorlogsschade uitspraak met inachtneming van de gesteldheid van het vermogen der eischers.

ART. 4.

De militairen, geïnterneerd of oorlogsgevangenen, alsmede de militairen, afgedankt wegens reform of met verlof naar huis gezonden, die niet vóór de bevrijding van het grondgebied in België konden terugkeeren, worden, met het oog op de toepassing dezer wet, ook aangezien als in dienst zijnde.

ART. 5.

De ontlasting geldt voor de echtgenooten, afstammelingen, ouders, broeders en zusters van den militair of van den burger die is overleden in dienst, in ballingschap, in de gevangenis of terwijl hij was weggevoerd, indien de overledene hun kostwinner was en bij hen inwoonde vóór zijne mobilisatie, zijne vrijwillige dienstneming, zijne gevangenzetting of zijne wegvoering. In dit geval hebben zij aanspraak op het voordeel der wet vanaf den dag van het overlijden tot 30 Juni 1919.

ART. 6.

De bepalingen van al de vroegere wetten, welke in strijd zijn met het bepaalde in deze wet, alsmede de gevolgen van gezegde bepalingen worden ingetrokken.

TITRE II. — Exonération d'impôts.**ART. 7.**

Les bénéficiaires des articles précédents sont exonérés de tous impôts généraux, provinciaux ou communaux relatifs au temps de guerre, et ce proportionnellement aux périodes indiquées au titre premier.

ART. 8.

Tous droits de succession à charge des veuves, descendants ou ascendants des citoyens décédés comme dit à l'article 5, sont remis ou restitués pour autant que le *de cuius* n'ait délaissé que des biens dont la valeur ne dépasse pas cinquante mille francs.

**TITRE III. — Prorogation
des contrats hypothécaires et autres.
Exonérations d'intérêts.**

ART. 9.

Sont prorogés jusqu'au 31 décembre 1924, tous contrats de prêts hypothécaires déjà échus ou à échoir avant cette date, souscrits par des débiteurs ayant porté les armes au cours de la guerre. Il ne sera pas préjudicié aux remboursements de capitaux qui auraient eu lieu, amiablement ou non, antérieurement à la présente loi.

ART. 10.

Tous intérêts hypothécaires dus par des anciens militaires pour les périodes indiquées au titre premier

**TITEL II. — Ontheffing van
belasting.**

ART. 7.

Ontheffing van alle algemeene, provinciale of gemeentelijke belastingen voor den oorlogstijd wordt verleend, naar evenredigheid van de in Titel I vermelde tijdperken, aan hen, op wie de voorgaande artikelen van toepassing zijn.

ART. 8.

Alle successierechten, te betalen door de weduwen, de afstammelingen of de ouders der ingezetenen die zijn overleden zooals bij artikel 5 is bepaald, worden kwijtgescholden of terugbetaald, indien de erf-later slechts goederen heeft nagelaten, waarvan de waarde niet vijftig duizend frank overschrijdt.

**TITEL III. — Verlenging
van hypotheaire en andere
overeenkomsten.
Ontlasting van interesten.**

ART. 9.

Worden tot 31 December 1924 verlengd alle overeenkomsten van hypotheaire leeningen, reeds vervallen of vóór dien datum te vervallen, welke werden aangegaan door schuldenaars die gedurende den oorlog in dienst waren. De terugbetalingen van kapitalen, die, al of niet in der minne, vóór deze wet mochten gedaan zijn, worden onverlet gelaten.

ART. 10.

Alle hypotheaire interesten, door gewezen militairen verschuldigd voor de in titel I vermelde tijd-

seront assumés par l'État, à la décharge absolue des débiteurs, pour autant que ceux-ci habitassent eux-mêmes l'immeuble hypothéqué. Les tribunaux des dommages de guerre statueront sur la créance, qu'ils pourront réduire ou annuler d'après la situation de fortune du créancier. Ils ne tiendront aucun compte des clauses de majoration prévues éventuellement pour les cas de retard dans les paiements. Les clauses d'exigibilité immédiate des contrats hypothécaires souscrits par d'anciens soldats de la grande guerre seront réputées non avenues. Le débiteur qui se serait exécuté en tout ou en partie quant aux intérêts visés au présent article, sera remboursé par l'État, à l'intervention des tribunaux des dommages de guerre. Ceux-ci décideront si le créancier, vu sa situation de fortune, ne doit pas restituer à l'État les sommes perçues.

ART. 11.

Si l'ancien militaire le demande dans les six mois à dater de la promulgation de la présente loi, le juge déclarera prorogés jusqu'au 31 décembre 1924 tous contrats d'assurance mixte ou d'épargne souscrits par des militaires ayant servi pendant la guerre. Les primes ou versements échus entre le 1^{er} août 1914 et le 30 juin 1919 et non encore payés, seront exigibles seulement cinq années révolues après la date d'échéance contractuelle. Les

perken, worden door den Staat betaald tot volle ontlasting van de schuldenaars, indien dezen het gehypothekeerd vast goed zelf bewoonden. De Rechtbanken voor Oorlogsschade doen uitspraak over de schuldvordering; zij kunnen deze verminderen of opheffen naar de gesteldheid van het vermogen van den schuldeischer. De mogelijke bedingen van verhooging voor de gevallen van vertraagde betaling worden door haar niet in aanmerking genomen. De bedingen van onmiddellijke invorderbaarheid der hypothecaire overeenkomsten, aangegaan door gewezen soldaten van den grooten oorlog, worden als niet bestaande gehouden. De schuldenaar, die de bij dit artikel bedoelde interesten geheel of gedeeltelijk mocht voldaan hebben, heeft aanspraak op de terugbetaling daarvan door den Staat bij beslissing van de Rechtbanken voor Oorlogsschade. Dezen beslissen of de schuldeischer, wegens de gesteldheid van zijn vermogen, verplicht is de opgetrokken sommen aan den Staat terug te betalen.

ART. 11.

Indien de gewezen militair zulks aanvraagt binnen zes maanden na de afkondiging van deze wet, beslist de rechter dat alle contracten van gemengde verzekering of alle spaarcontracten, aangegaan door militairen die gedurende den oorlog hebben gediend, tot 31 December 1924 verlengd worden. De tusschen 1 Augustus 1914 en 30 Juni 1919 vervallen en nog niet betaalde premien of stortingen zijn slechts invorderbaar vijf volle jaren na den

payements ou versements déjà faits resteront acquis et seront considérés comme anticipatifs.

Toutes clauses de déchéance inscrites dans les dits contrats sont réputées nulles et non avenues, sans que l'intéressé ait à en faire la demande en justice.

TITRE IV. — Intérêts moratoires.

ART. 12.

Les militaires ayant servi pendant la guerre sont exonérés de tous intérêts moratoires (judiciaires, légaux ou conventionnels), en matière civile et commerciale.

Les créanciers lésés par le présent article seront indemnisés de tout ou partie de leur perte par l'État, à l'intervention des tribunaux des dommages de guerre, si ceux-ci estiment y avoir lieu, eu égard à la situation de fortune des réclamants.

TITRE V. — Litiges.

ART. 13.

Sans préjudice à la compétence des tribunaux de commerce, ni à ce qui a été dit dans la présente loi quant à la nouvelle mission des tribunaux des dommages de guerre, les juges de paix connaissent, en premier ressort, et en dernier ressort jusqu'à la valeur de 2,500 fr., de toutes les actions intentées en vertu de la présente loi.

bij overeenkomst bepaalden vervalldag. De reeds gedane betalingen of stortingen blijven verworven en gelden als vooruitbetaling.

Alle bedingen van vervallenverklaring, in gezegde contracten opgenomen, worden als nietig en niet bestaande gehouden, zonder dat de belanghebbende verplicht zij zulks bij de rechtbanken aan te vragen.

TITEL IV. — Interesten wegens vertraagde betaling.

ART. 12.

Ontlasting van alle interesten wegens vertraagde betaling (bepaald door de rechtbanken, door de wet of door overeenkomsten) in burgerlijke of handelszaken wordt verleend aan de militairen, die gedurende den oorlog hebben gediend.

De schuldeischers, die ten gevolge van dit artikel eenig verlies ondergaan, worden uit dien hoofde geheel of gedeeltelijk schadeloosgesteld door den Staat bij beslissing van de Rechtbanken voor Oorlogsschade, indien dezen oordeelen dat er grond voor is wegens de gesteldheid van het vermogen der eischers.

TITEL V. — Geschillen.

ART. 13.

Onverminderd de bevoegdheid van de handelsrechtbanken en het bepaalde in deze wet betreffende de nieuwe opdracht der Rechtbanken voor Oorlogsschade, nemen de vrederechters in eersten aanleg, en tot een bedrag van 2,500 frank in hoogsten aanleg, kennis van al de krachtens deze wet ingestelde rechtsvorderingen.

L'appel est porté devant le juge institué par l'article 16 de la loi du 30 avril 1919, paragraphe 3.

ART. 14.

Les preuves à fournir pour l'application de la présente loi seront administrées par toutes voies de droit, témoins compris.

ART. 15.

Toutes clauses et stipulations contraires à la présente loi sont réputées non avenues.

TITRE VI. — L'indemnité du soldat.

ART. 16.

Les militaires ayant servi pendant la guerre ont droit à une indemnité de fr. 5.50 par journée de présence sous les drapeaux, dans un grade inférieur à celui d'officier.

Cette indemnité est réglée de la façon suivante : mille francs immédiatement, ou l'intégralité, si le dû est inférieur à cette somme; le solde étant divisé en deux portions égales. La première de ces portions sera liquidée à raison de cinq cents francs par semestre échu, le dernier versement seul pouvant être, le cas échéant, inférieur à cette somme.

La seconde, non productive d'intérêts, sera payée lorsque le bénéficiaire atteindra sa cinquantième année. En cas de décès avant cet âge, elle serait immédiatement versée à la veuve, aux descendants ou ascendants, aux frères et sœurs

Het beroep wordt aangebracht voor den rechter, aangesteld krachtens artikel 16, paragraaf 3, der wet van 30 April 1919.

ART. 14.

De ter uitvoering van deze wet te leveren bewijzen worden door alle rechtsmiddelen, ook door getuigen, bijgebracht.

ART. 15.

De met deze wet strijdige bedingen en bepalingen worden als niet bestaande gehouden.

TITEL. — Vergoeding ten bate van den soldaat.

ART. 16.

De militairen, die gedurende den oorlog hebben gediend, hebben recht op eene vergoeding van fr. 5.50 voor elken dag dat zij, met een lageren graad dan dien van officier, in dienst waren.

Deze vergoeding wordt uitbetaald op de volgende wijze : duizend frank dadelijk, ofwel de volle verschuldigde som, indien deze minder dan duizend frank bedraagt; het overige wordt verdeeld in twee gelijke deelen. Het eerste deel wordt uitgekeerd op den voet van vijfhonderd frank per vervallen semester; alleen de laatste betaling mag, bij voorkomend geval, minder bedragen.

Het tweede, niet rentegevende deel wordt uitbetaald, wanneer de rechthebbende den leeftijd van vijftig jaar bereikt. Bij overlijden vóór dezen leeftijd dient het dadelijk te worden uitgekeerd aan de weduwe, de afstammelingen of ouders,

mineurs restés à charge du défunt, à l'exclusion de tous les autres héritiers.

ART. 17.

L'indemnité du soldat est cumulée avec toutes les autres pensions, rentes ou dotations quelconques. Seront cependant considérées comme ayant été payées à valoir sur le total de l'indemnité du soldat, les indemnités ci-après :

- a) La dotation de 300 francs (loi du 1^{er} juin 1919);
- b) L'indemnité pour achat de vêtements civils lors de la démobilisation;
- c) L'indemnité de démobilisation;
- d) L'indemnité de 25 francs par année de guerre;
- e) Éventuellement, les indemnités de secours qui seraient versés en vue de la reconstitution du foyer.

ART. 18.

L'indemnité du soldat est incessible et insaisissable, sauf pour aliments.

aan de minderjarige broeders en zusters, voor welke de overledene te zorgen had, met uitsluiting van alle andere erfgenamen.

ART. 17.

De vergoeding ten bate van den soldaat wordt gevoegd bij alle andere hoe ook genaamde pensioenen, renten of begiftigingen. Worden echter aangezien als zijnde betaald in mindering van het geheel bedrag der vergoeding ten bate van den soldaat, de hierna gemelde vergoedingen :

- a) De begiftiging van driehonderd frank (wet van 1 Juni 1919);
- b) De vergoeding tot aankoop van burgerkledij bij de demobilisatie;
- c) De vergoeding wegens demobilisatie;
- d) De vergoeding van 25 frank voor elk oorlogsjaar;
- e) Bij voorkomend geval, de vergoedingen of onderstandsgelden, die tot herstelling van de woonstede mochten verleend worden.

ART. 18.

De vergoeding ten bate van den soldaat is onvervreemdbaar en onafstaanbaar, tenzij wegens onderhoudskosten.

William VAN REMOORTEL,
J. SICCARD,
M. VANDEN KERCKHOVE.